

LOI n° 2003-025

portant Statuts des Ports

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madagascar compte dix sept ports classés en port principal (Toamasina) et ports secondaires (tous les autres ports). Actuellement, le port de Toamasina est géré par une société détenue à 100% par l'état et qui assure, à la fois, le rôle d'autorité portuaire et l'ensemble des tâches d'exploitation. Dans les ports secondaires, le rôle d'autorité portuaire est assuré par l'état par l'intermédiaire du Ministère des Transports et de la Météorologie - tandis que les tâches d'exploitation y sont confiées à des opérateurs privés titulaires de concession avec obligation de service public.

L'exploitation des ports secondaires donne déjà, actuellement, une place importante à l'intervention du secteur privé par le biais de concessions, permissions et autorisations d'occupation du domaine public comportant ou non des obligations de service public. Elles concernent les services de manutention, d'entreposage, de pilotage, de lamanage et de remorquage. Ces concessions, permissions et autorisations donnent lieu à perception par l'état de redevances d'exploitation au bénéfice du Budget Annexe des Ports. La création de ce Budget Annexe des Ports, conformément à la Loi n° 67.025 du 18 Décembre 1967, a permis une certaine clarification de la vision des charges et recettes des ports; mais du fait même qu'il s'agit d'un compte annexe du Budget de l'état, il ne permet pas au système actuel d'être autonome par rapport aux finances de l'état.

Par ailleurs, pour ce qui concerne l'autorité portuaire, le système actuel apparaît entièrement administré et centralisé. Cette situation affecte gravement et l'état de nos ports et la qualité des services rendus. D'une part, les ouvrages portuaires souffrent notamment du manque d'entretien par l'insuffisance des ressources affectées. Il en découle une diminution des rendements portuaires et de la capacité d'accueil de nos ports qui pénalise lourdement les importations et les exportations malgaches et par la même le développement économique du pays.

Enfin, la sécurité de la navigation nécessite une mobilisation importante de ressources financières pour permettre la réhabilitation des phares et leur maintenance.

La constatation de ces dysfonctionnements a amené le Gouvernement malgache à engager une étude sur la réforme institutionnelle des ports secondaires, l'objectif poursuivi étant, notamment, d'améliorer la productivité des installations et la qualité du service public.

Sur les bases des recommandations de cette étude, les départements ministériels concernés ont retenu les dispositions suivantes :

- La classification des ports en « ports d'intérêt national » ou « ports d'intérêt provincial » dont la gestion serait transférée aux Provinces Autonomes qui y

assureront, dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, le rôle d'autorité portuaire :

- la planification et la programmation générale de l'aménagement ;
- la maîtrise d'ouvrage, de l'entretien et de l'investissement des infrastructures ;
- la délivrance des concessions et permissions d'exploitation ;
- la police de l'exploitation et notamment le contrôle du respect des clauses de leur cahier des charges par les concessionnaires et permissionnaires ;
- la police et la gestion du domaine public.

Les Provinces Autonomes fixeront notamment et librement les tarifs des droits et redevances portuaires dont elles seront bénéficiaires.

- Une restructuration des trois ports long-courrier secondaires (Antsiranana, Mahajanga et Toliara) permet de leur conférer une réelle autonomie de gestion. Ces trois ports seront dotés d'une autorité portuaire autonome qui s'établira au niveau local. Cette autorité aura essentiellement pour rôle l'accomplissement des actes de puissance publique qu'exige la gestion d'un port. Les actes à caractère industriel et commercial continueront à être effectués par des entreprises privées sous forme de concessions, permissions et autorisations avec ou sans obligation de service public. Les ports à gestion autonome exerceront les missions d'une autorité portuaire qui sont résumées ci-dessus. La gestion de ces ports sera assurée par des sociétés anonymes détenues majoritairement par l'état et les Provinces Autonomes et leurs démembrements. Les opérateurs privés seront invités à participer largement au capital de ces sociétés (à hauteur de 49% maximum). Chaque port à gestion autonome versera une redevance destinée à contribuer au fonctionnement et à l'amélioration des ports de plus faible importance.
- La mise en place de façon progressive dans les ports non autonomes d'un système de « concession globale » de gestion et d'exploitation ; ce nouveau système consiste à confier au concessionnaire à la fois l'exercice du rôle d'autorité portuaire et l'exécution des tâches d'exploitation ; ce système est adapté au cas des petits ports où le trafic et le nombre d'intervenants sont faibles, ce qui :
 - d'une part, permet de faire émerger un concessionnaire fédérant l'ensemble des opérateurs intéressés au bon fonctionnement du port, ce qui écarte le risque d'abus de situation de monopole de la part de ce concessionnaire ce qui est la condition sine qua non du succès de cette formule ;
 - d'autre part, rend illusoire d'envisager une mise en concurrence effective au niveau des activités d'exploitation, ce qui est la principale raison justifiant de distinguer l'entité chargée du rôle d'autorité portuaire de celles chargées de l'exploitation, comme cela est fait dans les ports à gestion autonome.

Il faut noter, par ailleurs, que des structures de concertation seront mises en place au niveau de chaque port, soit une Commission Consultative des Usagers et des Opérateurs qui sera obligatoirement consultée sur le plan de l'opportunité et sur le fond sur les projets concernant le port, tant pour ce qui concerne les aspects liés aux aménagements qu'à ceux concernant l'exploitation et notamment les questions tarifaires.

Tel est, l'objet de la présente Loi.

REOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

LOI n° 2003-025

portant Statuts des Ports

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté en leur séance en date du 1^{er} août 2003 la Loi dont la teneur suit

TITRE PREMIER

OBJET ET PRINCIPES GENERAUX

Article premier - Un port est un ensemble d'espaces terrestres, eaux maritimes et installations qui, situés sur les rivages ou les rives des fleuves, réunissent les conditions physiques, naturelles ou artificielles, et d'organisation, qui permettent l'exécution d'opération d'exploitation portuaire. Tout port doit faire l'objet d'une délimitation faite en application des dispositions régissant le domaine public.

Article 2 - La présente Loi définit les Statuts des Ports autres que militaires. Elle fixe aussi le statut et les dispositions s'appliquant aux entités chargées d'assurer l'administration, la gestion et l'exploitation de ces ports ainsi que la régulation du sous-secteur. Les dispositions de la présente Loi sont édictées dans le respect des principes suivants :

- principe d'inaliénabilité et d'indivisibilité du territoire national ;
- principe de respect des prérogatives de l'Etat liées à l'exercice de la souveraineté nationale sur l'espace maritime ;
- principe d'autonomie des Provinces ;
- principe de désengagement de l'Etat des activités à caractère industriel et commercial ;
- principe d'appartenance au territoire stratégique national au sens de la Loi n° 94-018 du 26 septembre 1995 portant Organisation Générale de la Défense de Madagascar.

TITRE II

ORGANISATION GENERALE

CHAPITRE PREMIER

ADMINISTRATION ET RÉGULATION DU SOUS SECTEUR DES PORTS

Article 3 - L'administration et la régulation du sous-secteur des ports sont assurées par l'Agence Portuaire Maritime et Fluviale (APMF) qui a le Statut d'Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial dotée de l'autonomie administrative et financière tel qu'il est régi par la Loi n°98-031 portant définition des établissements publics et des règles

concernant la création de catégorie d'établissements publics et ses décrets d'application. L'APMF veille à ce que la gestion et l'exploitation des ports soient assurées dans le respect des règles d'une libre concurrence transparente entre opérateurs.

CHAPITRE 2

CLASSIFICATION DES PORTS - DOMANIALITE

Article 4 - Les ports autres que les ports militaires sont classés en ports d'intérêt national et ports d'intérêt provincial.

La classification des ports est établie par décret en tenant compte de l'importance stratégique, des flux de trafic et de l'importance socio-économique et géographique de chaque port, notamment, en relation avec l'économie nationale.

Article 5 - Quelle que soit la classe à laquelle appartient le port, le domaine public portuaire - comprenant le domaine public naturel, légal et artificiel situé dans les limites du port - est classé dans le domaine public de l'Etat.

Article 6 - La liste des ports habilités à recevoir des navires assurant des opérations à caractère international est fixée par décret.

CHAPITRE 3

GESTION DES PORTS ET EXERCICE DU RÔLE D'AUTORITÉ PORTUAIRE

Article 7 - La gestion d'un port, au sens de la présente Loi, couvre :

- le rôle d'autorité portuaire qui comprend :
 - la police portuaire qui couvre notamment la police du domaine public portuaire et la police de l'exploitation portuaire ;
 - la gestion et l'entretien du domaine portuaire, des infrastructures portuaires et du domaine immobilier du port et notamment la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public portuaire ;
 - le rôle d'autorité concédante en ce qui concerne les concessions et permissions d'exploitation dans le port.
- la surveillance des profondeurs et la maîtrise d'ouvrage des travaux de dragage dans les limites du plan d'eau portuaire.
- la maîtrise d'ouvrage des travaux d'extension, d'amélioration, de renouvellement et de reconstruction des installations situées dans les limites du domaine portuaire ou nécessaires à son fonctionnement.

Article 8 - La gestion des ports classés d'intérêt national dont l'importance le justifie est assurée par des sociétés dans le capital desquelles la puissance publique - Etat, Provinces Autonomes et leurs démembrements - est majoritaire. Ces ports ont le statut de, et sont appelés, « ports à gestion autonome ». Les sociétés gérant ces ports sont appelées « société du port à gestion autonome de... ». Elles sont régies selon le droit commun des sociétés anonymes sous réserve des dispositions particulières prévues dans la présente Loi et ses décrets d'application.

Le TITRE III de la présente Loi fixe les modalités de création et précise les attributions ainsi que les grands principes d'organisation administrative et financière des sociétés des

ports à gestion autonome.

Article 9 - La gestion des ports classés d'intérêt national autres que les ports à gestion autonome est transférée à l'APMF qui est tenue, dans les conditions qui sont précisées au TITRE V de la présente Loi, de la déléguer à des opérateurs privés titulaires de concessions globales de gestion et d'exploitation. Ces ports ont le statut de, et sont appelés, «ports d'intérêt national non autonome ».

Article 10 - La gestion des ports classés d'intérêt provincial est transférée à la Province autonome où ils sont situés ; celle ci est tenue, dans les conditions qui sont précisées au TITRE V de la présente Loi, de déléguer cette gestion à des opérateurs privés titulaires de concessions globales de gestion et d'exploitation. Ces ports ont le statut de, et sont appelés, « ports d'intérêt provincial ».

Article 11 - En matière de domanialité publique, les sociétés de port à gestion autonome, dans les ports à gestion autonome, l'APMF, dans les ports d'intérêt national non autonomes et les Provinces Autonomes, dans les ports d'intérêt provincial, ont les mêmes droits et obligations que l'Etat.

Toutefois, tous les travaux conduisant à apporter des modifications aux ouvrages du domaine public portuaire doivent, préalablement à tout début d'exécution, être approuvés par l'APMF.

Article 12 - Nonobstant les dispositions spécifiques prévues dans l'Ordonnance n°60-099 modifiée par l'Ordonnance n°62-035 réglementant le domaine public et dans la Loi n°99-028 portant refonte du Code Maritime, les contraventions aux règles de police de l'exploitation des ports qui sont édictées dans des conditions fixées par décret sont punies d'une amende de 500 000 à 5 000 000 de francs malgaches, sans préjudice de la réparation du dommage causé.

Les contraventions sont constatées par des procès verbaux dressés par les officiers de port qui sont des employés de l'autorité assurant la gestion du port qui doivent être agréés par l'APMF dans des conditions fixées par décret. Ces contraventions sont de la compétence de la juridiction correctionnelle.

Article 13 - Les autorités assurant la gestion des ports sont assistées par des Commissions Consultatives des Usagers et des Opérateurs ; un décret fixe les compétences et les règles générales s'appliquant à la désignation des membres de ces commissions ainsi qu'à leur fonctionnement.

Article 14 - L'Etat peut participer au financement des travaux d'amélioration et d'extension des infrastructures portuaires et de leurs accès dans tous les ports malgaches. L'Etat arrête les conditions de ces financements et les modalités d'exercice de la maîtrise d'ouvrage de ces travaux y compris, le cas échéant, les dérogations aux dispositions de l'article 7 concernant l'exercice de la maîtrise d'ouvrage de ces travaux par l'autorité gestionnaire.

L'APMF peut, d'autre part, participer au financement des travaux d'amélioration et d'extension des infrastructures portuaires et de leurs accès dans tous les ports malagasy. Un décret fixe les conditions générales s'appliquant à ces financements et aux modalités d'exercice de la maîtrise d'ouvrage de ces travaux y compris, le cas échéant, les dérogations aux dispositions de l'article 7 concernant l'exercice de la maîtrise d'ouvrage de ces travaux par l'autorité gestionnaire.

CHAPITRE 4

EXPLOITATION DES PORTS

Article 15 - L'exploitation des ports - qui couvre l'ensemble des activités à caractère industriel et commercial : manutention, entreposage, lamanage, pilotage, remorquage et autres services rendus aux usagers du port - est assurée - sauf exception motivée par des nécessités impérieuses - par des sociétés de droit privé.

Article 16 - L'exploitation fait l'objet d'autorisations délivrées à ces sociétés dans le respect des dispositions législatives régissant la gestion et l'utilisation du domaine public ainsi que de celles prévues dans la présente Loi et dans ses décrets d'application.

Ces autorisations peuvent revêtir la forme de :

- concessions de service public;
- permissions à usage exclusivement privé ;

Article 17 - Les tarifs perçus par les titulaires de concession de service public en rémunération des services qu'ils rendent aux usagers des ports sont approuvés par l'autorité concédante dans le respect des dispositions prévues dans les décrets d'application de la présente Loi.

Article 18 - Dès qu'un nouveau statut est conféré à un port, la nouvelle autorité gestionnaire se substitue à l'ancienne en ce qui concerne toutes les concessions, permissions et autorisations octroyées et délivrées dans ce port et ce, jusqu'à leur date d'expiration.

CHAPITRE 5 DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 19 - En rémunération du service qu'ils rendent aux usagers et opérateurs portuaires, les ports à gestion autonome et les titulaires des concessions globales de gestion et d'exploitation auxquels est déléguée la gestion des ports n'ayant pas le statut de port à gestion autonome perçoivent à leur bénéfice les droits et redevances portuaires qui comprennent les droits de port et de stationnement, et les redevances versées par les titulaires de concessions et permissions.

Article 20 - Dès qu'un nouveau statut est conféré à un port, les droits et redevances portuaires et les redevances de concessions et permissions appliqués par l'autorité en charge de la gestion du port à laquelle la nouvelle autorité gestionnaire se substitue sont perçus directement par cette dernière.

Article 21 - Dans le souci d'assurer une cohérence entre les différents ports, les règles générales concernant les assiettes des tarifs des droits et redevances portuaires sont fixées par décret.

TITRE III PORTS A GESTION AUTONOME

CHAPITRE PREMIER

INSTITUTION DU STATUT DE PORT A GESTION AUTONOME - ATTRIBUTIONS DES SOCIETES GERANT CES PORTS

Article 22 - Le statut de « port à gestion autonome » est fixé par décret.

Les sociétés assurant la gestion de ces ports sont placées sous la tutelle technique de l'APMF pour le compte du Ministre chargé des Ports.

Article 23 - La société du port à gestion autonome assure, à l'intérieur des limites de la circonscription portuaire et dans les conditions définies ci-après, les attributions décrites à l'article 7 de la présente Loi. Elle peut également être chargée de l'exploitation, de l'entretien et de l'amélioration des établissements de signalisation maritime balisant les installations portuaires et leurs accès.

Elle peut être autorisée, dans le cadre de la réglementation en vigueur, à créer ou à participer à la création et à l'aménagement de zones industrielles et d'entrepôts extérieurs à la circonscription portuaire.

Article 24 - La circonscription du port à gestion autonome ou d'un groupement de ports fusionnés est fixée dans le décret conférant à ce port le statut de port à gestion autonome. Le même décret précise la consistance des biens et installations remis à la société du port à gestion autonome, y compris de ceux qui ressortissent du domaine privé de l'Etat, ainsi que la liste des établissements de signalisation maritime balisant les installations portuaires et leurs accès.

Article 25 - La société du port à gestion autonome peut aussi se voir confier par l'APMF des services annexes. Les conditions dans lesquelles de tels services annexes lui sont confiés font l'objet d'un protocole entre ladite société et l'APMF. Les dépenses occasionnées par ces services annexes sont intégralement remboursées par l'APMF à cette société.

Article 26 - La société du port à gestion autonome se substitue à l'état dans l'attribution, le renouvellement ou la modification des concessions, des permissions et autorisations d'occupation temporaire du domaine public relevant de l'Etat ainsi que dans l'approbation et la fixation des redevances et des tarifs maxima appliqués par les concessionnaires, dans le respect des réglementations des prix qui peuvent s'appliquer ainsi que dans celui des règles générales concernant les assiettes des tarifs des droits et redevances portuaires fixées dans les dispositions du décret mentionné à l'article 21.

Article 27 - Lorsque le statut de port à gestion autonome est conféré à un port à gestion non autonome, les terre-pleins, quais, jetées, plan d'eau, réseau portuaire des voies ferrées et, d'une manière générale, tous les immeubles du domaine public relevant de l'Etat existant au moment de la substitution ou exécutés ultérieurement par le port à gestion autonome et affectés ou devant être affectés à l'exploitation portuaire à l'intérieur de la circonscription définie conformément à l'article 24 ci-dessus, garde le caractère de domaine public de l'Etat : la gestion de ce domaine public relevant de l'Etat est assurée par le port à gestion autonome dans le respect des dispositions prévues au TITRE II de la présente Loi.

De plus, toute modification des établissements de signalisation maritime est soumise aux procédures d'instruction nautique prévues dans les textes réglementaires.

Article 28 - Les transferts prévus aux articles 26 et 27 ci-dessus substituent de plein droit la société du port à gestion autonome à l'état dans tous les droits, avantages et obligations rattachés à la gestion des biens et aux activités transférées.

Les transferts de biens à la société du port à gestion autonome ne donnent lieu à aucune imposition à l'encontre de cette société.

CHAPITRE 2

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Article 29 - Les dispositions administratives applicables à une société du port à gestion autonome sont fixées par ses statuts.

Article 30 - La société du port à gestion autonome recrute librement son personnel.

Le personnel de cette société est soumis aux règles de droit commun du Code du Travail

Quant au personnel embarqué à bord des navires de cette société, il est soumis au régime spécifique du travail maritime conformément aux dispositions du Code Maritime.

CHAPITRE 3

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 31 - Les dispositions financières applicables à une société de port à gestion autonome sont fixées par ses statuts.

Article 32 - La société du port à gestion autonome dispose d'une grande autonomie de gestion. Elle fixe elle-même ses tarifs dans le respect des réglementations des prix qui peuvent s'appliquer ainsi que dans celui des règles générales concernant les assiettes des tarifs des droits et redevances portuaires fixées dans le décret mentionné à l'article 21.

La société du port à gestion autonome informe l'APMF de toute modification des tarifs appliqués dans le port dont elle assure la gestion. Elle fait également parvenir à l'APMF les statistiques portuaires dans les formes et selon la périodicité requises par celle ci, afin de permettre à l'APMF d'assurer sa mission de suivi de l'activité portuaire.

Article 33 - Dans le but d'assurer leur autonomie financière et nonobstant l'appartenance au domaine public de l'Etat du terrain sur lequel ils peuvent être construits, les sociétés de port à gestion autonome doivent prévoir dans leurs comptes les amortissements et les provisions pour le renouvellement de l'ensemble des actifs, infrastructures et superstructures, qui leur sont confiés en application de l'article 24. Les conditions pratiques de la mise en œuvre de ces amortissements et provisions pour renouvellement sont précisées par décret. Les tarifs appliqués par les sociétés du port à gestion autonome reflètent l'ensemble des coûts supportés par elles y compris les amortissements et les provisions pour renouvellement.

Article 34 - Chaque société du port à gestion autonome verse au budget de l'APMF une redevance annuelle correspondant à la rétribution de la mise à disposition par l'Etat du domaine portuaire et des infrastructures portuaires ainsi qu'à sa contribution au fonctionnement et à l'amélioration de l'ensemble du secteur des ports et des transports maritimes. Les modalités de fixation de cette redevance sont déterminées par décret.

CHAPITRE 4

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 35 - La fusion éventuelle d'un port à gestion autonome et d'un ou plusieurs autres ports à gestion autonome ou le rattachement d'un ou plusieurs ports à gestion non autonome à un port à gestion autonome existant est prononcé par décret.

Les règles de fonctionnement et d'administration des sociétés desdits ports fusionnés ou rattachés sont fixées par le même décret.

Article 36 - Le statut de l'autonomie institué dans un port à gestion autonome peut y être aboli

par un décret rendu dans les mêmes formes que le décret institutif visé à l'article 22.

Les modalités de dissolution ou de liquidation d'une société du port à gestion autonome sont fixées par les statuts.

Article 37 - Un décret fixe les statuts types auxquels doivent être conformes les statuts de chaque société du port à gestion autonome.

TITRE IV

PORTS D'INTÉRÊT PROVINCIAL

CHAPITRE PREMIER

INSTITUTION DU STATUT DE PORT D'INTERÊT PROVINCIAL - COMPETENCES DES PROVINCES AUTONOMES DANS CES PORTS

Article 38 - Le statut de « port d'intérêt provincial » est fixé par décret.

Article 39 - La circonscription de chaque port d'intérêt provincial est fixée dans le décret conférant à ce port le statut de port d'intérêt provincial. Le même décret précise la consistance des biens et installations remis à la Province autonome, y compris de ceux ressortissant du domaine privé de l'Etat.

Article 40 - Dans les ports d'intérêt provincial de sa responsabilité, la Province autonome se substitue à l'état dans l'attribution, le renouvellement ou la modification des concessions, des permissions et autorisations d'occupation temporaire du domaine public relevant de l'Etat ainsi que dans l'approbation des tarifs maxima appliqués par les concessionnaires.

Article 41 - Lorsque le statut de port d'intérêt provincial est conféré à un port, les terre-pleins, quais, jetées, plan d'eau, réseau portuaire des voies ferrées et, d'une manière générale, tous les immeubles du domaine public relevant de l'Etat existant au moment de la substitution ou exécutés ultérieurement par la Province autonome et affectés ou devant être affectés à l'exploitation portuaire à l'intérieur de la circonscription définie conformément à l'article 39 ci-dessus, gardent le caractère de domaine public de l'Etat : la gestion de ce domaine public relevant de l'Etat est assurée par la Province autonome dans le respect des dispositions prévues au TITRE II de la présente Loi et dans les limites de l'autonomie qui leur est conférée en vertu de la Constitution et des Lois relatives aux Provinces Autonomes.

Article 42 - Les transferts prévus aux articles 40 et 41 ci-dessus substituent de plein droit la Province autonome à l'état dans tous les droits, avantages et obligations rattachés à la gestion des biens et aux activités transférées.

CHAPITRE 2

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Article 43 - La Province autonome gère les ports d'intérêt provincial de sa responsabilité dans le respect des dispositions de la présente Loi et des autres dispositions législatives et réglementaires s'appliquant à elle.

Article 44 - La Province autonome informe l'APMF de toutes modifications des tarifs qui sont appliqués dans les ports d'intérêt provincial relevant de sa responsabilité. Elle fait également parvenir à l'APMF les statistiques portuaires des ports d'intérêt provincial relevant de sa responsabilité dans les formes requises par l'APMF, afin de permettre à celle-ci d'assurer sa mission de suivi de l'activité portuaire.

CHAPITRE 4

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 45 - Le statut de port d'intérêt provincial peut être aboli et remplacé par un autre des statuts mentionnés au TITRE II ci-dessus par un décret rendu dans les mêmes formes que le décret instituant le statut de port d'intérêt provincial visé à l'article 38 ci-dessus.

TITRE V

CONCESSION GLOBALE DE GESTION ET D'EXPLOITATION

Article 46 - L'APMF et les Provinces Autonomes délèguent par contrat la gestion et l'exploitation des ports sous leur responsabilité à des sociétés titulaires de concession globale de gestion et d'exploitation qui assurent :

- le rôle d'autorité portuaire au sens de l'article 7 de la présente Loi;
- les tâches d'exploitation au sens de l'article 15 de la présente Loi.

Les titulaires de concession globale de gestion et d'exploitation peuvent également se voir confier la maîtrise d'ouvrage des travaux de dragage et d'infrastructures.

Les sociétés de ports à gestion autonome peuvent également confier la gestion et l'exploitation de sites portuaires secondaires sous leur responsabilité à des sociétés titulaires d'une concession globale de gestion et d'exploitation. Sont considérés comme sites portuaires secondaires, au sens du présent article, les installations portuaires dont l'activité est indissolublement liée à celle du port à gestion autonome et qui sont intégrées dans sa circonscription, qu'elles lui soient connexes ou non.

Article 47 - Les dispositions s'appliquant aux concessions globales de gestion et d'exploitation sont stipulées par décret. Un cahier des charges annexé au contrat de concession fixe les droits et obligations respectifs du concessionnaire et de l'autorité concédante. Sauf exception dûment motivée et approuvée par arrêté du Ministre chargé des Ports pris sur proposition du Conseil d'Administration de l'APMF, les concessions globales de gestion et d'exploitation sont attribuées à la suite de procédures transparentes d'appel à la concurrence.

Article 48 - Les concessions globales de gestion et d'exploitation peuvent prévoir ou non la construction par le concessionnaire d'infrastructures et autres biens immobiliers sur le domaine portuaire. Dans ce cas, et nonobstant l'appartenance au domaine public de l'Etat du terrain sur lequel ils sont construits, le concessionnaire est autorisé à prévoir dans ses comptes les amortissements correspondants ainsi que les provisions pour le renouvellement de ces infrastructures et autres biens immobiliers. Elles peuvent prévoir des limitations à l'utilisation par le public des infrastructures et autres biens immobiliers construits par le concessionnaire.

Article 49 - Les tarifs perçus par les titulaires de concession globale de gestion et d'exploitation en rémunération des services qu'ils rendent aux usagers des ports sont approuvés par l'autorité concédante dans le respect des dispositions prévues aux articles 17 et 21 de la présente Loi.

TITRE VI

DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Article 50 - Tout projet d'investissement portuaire ayant trait à des travaux de construction, de réhabilitation ou nécessaires aux emprunts de matériaux est soumis à l'étude d'impact environnemental. Ils doivent, suivant les réglementations en vigueur, se conformer aux

conditions et aux procédures stipulées, notamment au décret n°99-954 du 15 décembre 1999 relatif à la mise en compatibilité des investissements avec l'environnement.

TITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 51 - Pour les ports ayant, antérieurement à la promulgation de la présente Loi un statut d'autonomie différent de celui prévu au TITRE III ci-dessus, la substitution du nouveau statut d'autonomie prévu dans la présente Loi au statut existant sera faite par décret.

Article 52 - Pendant une période transitoire d'une durée maximum de cinq ans à compter de la date de promulgation de la présente Loi, et sur décision du Ministre chargé des Ports prise sur proposition de l'APMF, celle-ci peut assurer en direct le rôle d'autorité portuaire et les autres tâches de gestion dans des ports d'intérêt national non autonome.

Pendant cette période transitoire, les droits et redevances portuaires mentionnés à l'article 19 ci-dessus sont perçus par l'APMF dans les ports dont elle assure la gestion en direct.

Article 53 - Pendant une période transitoire d'une durée maximum de cinq ans à compter de la promulgation de la présente Loi et sur décision du Ministre chargé des ports prise sur proposition des Provinces autonomes après avis de l'APMF, les Provinces autonomes peuvent assurer en direct le rôle d'autorité portuaire et les autres tâches de gestion dans des ports d'intérêt provincial qui leur sont confiés.

Pendant cette période transitoire, les droits et redevances portuaires mentionnés à l'article 19 ci-dessus sont perçus par les Provinces autonomes dans les ports dont elles assurent la gestion en direct.

TITRE VIII

DISPOSITIONS FINALES

Article 54 - Des décrets fixent en tant que de besoin les modalités d'application de la présente Loi.

Article 55 - Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente Loi, notamment celles de la Loi n°67-025 du 18 décembre 1967 créant le Budget Annexe des Ports ainsi que celles de la Loi n°70-008 du 15 juillet 1970 sur les ports autonomes.

Article 56. - La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République.

Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Antananarivo, le 01 août 2003

**LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,
SENAT,**

LE PRESIDENT DU

LAHINIRIKO Jean

RAKOTOMAHARO RAJEMISON

REPOBLIKAN'IMADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

LALANA LAHARANA FAHA-2003-025

mikasika ny sata mifehy ny seranan-tsambo

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Fito ambin'ny folo no isan'ny seranana eto Madagasikara izay voasokajy ho seranan-tsambo lehibe (toamasina) sy seranan-tsambo madinika (ireo seranana hafa rehetra). Ankehitriny dia orinasam-panjakana feno (100 %) no miadidy ny seranan-tsambon'i Toamasina ary amin'izany izy dia sady manam-pahefana eo amin'ny seranana no miandraikitra ny asa fihariana rehetra. Any amin'ireo seranan-tsambo madinika kosa dia ny Fanjakana amin'ny alalan'ny Minisiteran'ny Fitaterana sy ny Famantarana ny Toetr'andro no manam-pahefana amin'ny seranana fa ny asa fihariana kosa dia ampandraiketina mpandraharaha tsy miankina manana fanomezan-dàlana hisahana asam-bahoaka.

Ankehitriny ny fihariana ny seranan-tsambo madinika dia efa manome toerana lehibe ny fidiran'ny sehatra tsy miankina amin'ny alalan'ny fahazoan-dàlana toy ny fisahanan'asam-panjakana (concessions), fisahanan'asa manokana (permissions) ary fanomezan-dàlana hampiasa tanim-panjakana (autorisation) na misy na tsy misy fanerena hanao asam-bahoaka. Izany dia mikasika indrindra ny asa fibatana sy fanobiana entana, ny asa fitarihan-dalana, famatorana sy fitarihan-tsambo. Ireny fahazoan-dàlana toy ny fisahanan'asam-panjakana, fisahanan'asa manokana ary fanomezan-dàlana ireny dia mahatonga famorian-ketra ataon'ny Fanjakana izay miditra ao amin'ny kitapom-bolan'ny "budget annexe des ports".

Ny fametrahana an'io "budget annexe des ports" io, araka ny Lalàna laharana faha 67025 tamin'ny 18 desambra 1967, dia nahafahana nijery mazava kokoa ny vola miditra sy mivoaka any amin'ny seranan-tsambo; nefa ihany koa noho izy kaonty manokana ao anatin'ny kitapom-bolan-panjakana dia tsy afaka hahaleo tena ny rafitra ankehitriny.

Ankoatr'izay mikasika ny fahefana eo amin'ny seranana dia tsapa fa ny rafim-pitantanana misy ankehitriny dia mivangongo aty an-tampony avokoa. Izany toe-javatra izany dia miantraika any amin'ny seranan-tsambontsika sy ny asa amandraharaha vokarin'ny. Amin'ny lafiny iray dia potika tanteraka ny foto-drafitr'asa any amin'ny seranan-tsambo noho ny tsy fisian'ny fikarakarana, noho ny tsy fahampian'ny ny vola voatokana ho amin'izany. Noho izany no mahatonga ny fihenany vokatry ny tsy fahafahan'ny seranan-tsambontsika mandray sambo sy entana ka manimba ny varotra ivelany sy ny fampandrosoana ara-toe-karena ny firenena.

Farany mila vola goavana mba ahafahana miantoka ny fivezivezen'ny sambo amin'ny alalan'ny fanamboarana sy fikojakojana ny fanilo fanoroan-dalana.

Ny fahatsapana izany tsy fandehanan-draharaha rehetra izany no nahatonga ny Fitondram-panjakana Malagasy hampanao fandalinana mikasika ny fanovàna ny rafitra misy any amin'ny seranan-tsambo madinika ; kendrena indrindra amin'izany ny fanatsaràna ny famokaran'ny fitaovan-tseranana sy ny fahatsaran'ny asa ho an'ny vahoaka.

Araka ny soso-kevitra navoakan'izany fandalinana izany no nandraisan'ny Departemantam-panjakana voakasika izany ireto fepetra manaraka ireto :

- Ny fitsinjarana ny seranan-tsambo ho "seranan-tsambo ho an'ny tombotsoam-pirenena", "seranan-tsambo ho an'ny tombotsoam-paritany", ka ny fiadidiana an'ireto farany dia hafindra amin'ny faritany mizakatena izay hiantSOROKA ny andraikitry ny fahefana any amin'ny seranan-tsambo ao anatin'ny fanajana ny fepetra araka ny lalàna misy :

- fanoritana sy fandaharan'asa ankapoben'ny fanamboarana ;
- fifehezana ny fanorenana, ny fikojakojana ary ny fanovàna ny fotodrafitr'asa ;
- fanomezana fahazoan-dalana mitrandraka ao amin'ny seranana ;
 - fitandroana ny fihariana ary indrindra ny fanaraha-maso ny fanajana ny voalaza ao amin'ny fifanekena (cahier des charges) ataon'ireo mpitrandraka nahazo alàlana.

Ny faritany mizakatena no hametra malalaka ny vola fandoa amin'ny haba ao an-tseranan-tsambo, sy mandray izany.

- Ny fanitsiana ara-drafitra ny seranan-tsambo telo "long-courriers" (Antsiranana - Mahajanga ary Toliary) dia ahafahan'izy ireo hanana fizakan-tena marina amin'ny fitantanana.

Omena fahefana ao amin'ny seranan-tsambo mahaleo tena any amin'ny toerany avy ireo seranan-tsambo telo ireo. Io fahefana io araka ny maha izy azy dia hiandraikitra ny fanatanterahana ny asam-panapahana ara-panjakana takian'ny fiadidiana ny seranan-tsambo. Ny asa izay manana endrika ara-indostria sy ara-barotra dia hataon'ny orinasa tsy miankina hatrany amin'ny alàlan'ny "concessions, permissions ary autorisation" na misy na tsy misy fanerena asa ho an'ny vahoaka. Ny seranan-tsambo manana fitantanana mizakatena dia manantanteraka ny andraikitry ny tompom-pahefana ao amin'ny seranana araka ny voafintina etsy ambony. Ny fitantanana ireny seranan-tsambo ireny dia hiantSOROHAN'ny orinasa tsy miankina "société anonyme" izay tazonin'ny fanjakana sy ny faritany mizakatena ary ny vondrom-bahoka itsinjaram-pahefana ny antsasa-manilan'ny renivola. Hasaina ny mpandraharaha tsy miankina handray anjara malalaka amin'ny renivolan'ireny orinasa ireny hatramin'ny 49% raha be indrindra. Ny seranan-tsambo manana fitantanana mizaka tena dia mandray anjara ara-bola amin'ny fampandehanana sy fanatsarana ny seranan-tsambo madinika kokoa.

- Ny fametrahana miandalana any amin'ny seranan-tsambo tsy mizakatena, ny fanomezan-dalana ankapobeny ho an'ny fitantanana sy ny fihariana ; io rafitra vaovao io dia manankina amin'ny "cessionnaire" ny andraikitry ny

fahefana ao amin'ny seranan-tsambo miaraka amin'ny fanatanterahana ny asa fihariana ; io rafitra io dia mety ho an'ireo seranan-tsambo madinika izay ahitana fivezivezen'entana sy fifaneraserana tsy dia be loatra.

- Andaniny : ahafahana mampisongadina "concessionnaire" iray hitambaran'ireo mpandraharaha voakasiky ny fampandehanana tsara ny seranan-tsambo, ka ahafahana miala amin'ny mety ho fanaparam-pahefana hataon'ny "concessionnaire", izay antoka voalohany amin'ny fahombiazan'io rafitra io.

- Ankilany : rafitra tsy azo heverina ny fisian'ny fifaninanana feno eo amin'ny asa fihariana, izay antony lehibe nahatonga ny fanavahana ny vondrona izay hiandraikitra ny fahefana ao amin'ny seranan-tsambo, sy izay hiandraikitra ny fihariana, araka ny efa misy any amin'ireo seranan-tsambo mizaka tena.

Tsara ho marihina anefa fa hapetraka ny rafitra ahazoana mifanakalo hevitra isaky ny seranan-tsambo : amin'ny alalan'ny fitambaran'ny mpampiasa sy ny mpandraharaha ao amin'ny seranan-tsambo izay tsy maintsy hakana hevitra amin'ny maha-mety na tsia ny vinavina sy ny votoatin'ny fandaharan'asa mikasika ny vinavinan'asa fanamboarana sy fitrandrahana ary indrindra ny mikasika ny haba fandoa.

Izany sy izany no anton'anton'ity Lalàna ity.

LALANA LAHARANA FAHA -2003-025

Mikasika sy Sata mifehy ny Seranan-tsambo

Nolanian'ny Antenimierampirenena sy ny Antenimierandoholona tamin'ny fivoriamben'izy ireo avy ny 1 aogositra 2003 izao Lalàna manaraka izao :

LOHATENY VOALOHANY ANTONY SY FOTO-KEVITRA ANKAPOBENY

Andininy voalohany. - Ny seranan-tsambo iray dia fitambaran'ny velaran-tany, fari-dranomasina ary fitaovam-piasana izay miorina amin'ny moron-tsiraka na amin'ny moron'ny renirano ary mahafeno ny fepetra hita maso voajanahary na nataon'olona ary ara-pandaminana, ka mamela ny fanantanterahana ny asa fandraharahana ara-tseranana.

Rehefa seranan-tsambo dia tsy maintsy hanaovana famaritana ho fampiharana ny fepetra mandrafitra ny tanim-panjakana.

Andininy 2- Ity Lalàna ity dia mamaritra ny sata mifehy ny seranan-tsambo ankoatra ny seranana ara-miaramila. Mametra ny sata sy ny fepetra mihatra amin'ireo vondrona miandraikitra ny fitantànana, ny fiadidiana ary ny fihariana ireo seranan-tsambo ireo izy, ary koa ny fandaminana ny zana-tsehatra miankina aminy. Ny fepetran'ity Lalàna ity dia voafaritrin' ny fankatoavana ireto foto-kevitra manaraka ireto :

- ny tsy fahazahoana mivarotra sy ny tsy fahazahoana mizarazara ny faritry ny firenena;
- ny fanajàna ireo tombon-tsoan'ny Fanjakana mifandraika amin'ny fampihàrana ny fiandrianam-pirenena eo amin'ny fari-dranomasina;
- ny fizakantenan'ny Faritany;
- ny fisitahan'ny Fanjakana amin'ny asa ara-indostria sy ara-barotra,
- ny maha ao anatin'ny faritra ara-stratejikan'ny firenena araka ny hevitra ny Lalàna laharana faha 94-018 tamin'ny 26 Septambra 1995 momba ny Fandaminana Ankapobeny ny Fiarovana an'i Madagasikara.

LOHATENY II
FIRAFITRA ANKAPOBENY

TOKO VOALOHANY
FITANTANANA SY FANDRINDRANA NY ZANA-TSEHATRY NY
SERANAN-TSAMBO

Andininy 3 . - Ny fitantàna sy ny fandrindrana ny zana-tsehatry ny seranan-tsambo dia tontosain'ny Masoivoho ara-tseranan-tsambo, an-dranomasina sy an-dranomamy (A.P.M.F) izay manana ny satana Orinasam-Panjakana ara-indostria sy ara-barotra ary nomena fizakan-tena ara-pitantàna sy ara-bola araka ny voafaritry ny Lalàna laharana faha 98.031 momba ny famaritana ny Orinasam-panjakana sy ny lalàna momba ny famoronana karazan'orinasam-panjakana sy ny Didim-Panjakana fampihàrana azy. Ny "A.P.M.F " dia mitandrina mba ho ao anatin'ny fanajàna ny fitsipikin'ny fifaninanana malalaka sy mangarahara eo anivon'ny samy mpandraharaha no hiantohana ny fiadidiana sy ny fihariana ny seranan-tsambo.

TOKO II
FISOKAJIANA NY SERANAN-TSAMBO
FANANAN-TANY

Andininy 4 . - Ny seranan-tsambo ankoatra ny ara-miaramila dia voasokajy ho seranan-tsambo ho amin'ny tombon-tsoam-pirenena sy seranan-tsambo ho amin'ny tombon-tsoam-paritany.

Didim-panjakana no nisokajiana ny seranan-tsambo ary notandrovina tamin'izany isaky ny seranan-tsambo tsirairay ny lanjany ara-statejika, ny fiovaovan'ny varotra ary ny lanjany ara-piaraha-monina sy ara-toe-karena, indrindra ny fifandraisany amin'ny toe-karem-pirenena.

Andininy 5 . - Na inona na inona sokajy misy ny seranan-tsambo iray, ny faritry ny tanim-panjakana ara-tseranan-tsambo izay ahitàna faritra voajanahary, ara-dalàna na nataon'ny olona ka ao anatin'ny famaritana ny seranan-tsambo dia voasokajy ho fananam-panjakana an'ny Firenena.

Andininy 6 . - Ny lisitry ny seranan-tsambo afaka mandray sambo misahana asa iraisam-pirenena dia faritan'ny Didim-panjakana.

TOKO III
FIADIDIANA NY SERANAN-TSAMBO SY FANATANTERAHANA
NY ANDRAIKITRY NY FAHEFANA ARA-TSERANAN-TSAMBO

Andininy 7 . - Ny fiadidiana ny seranan-tsambo, araka ny hevitr'ity Lalàna ity, dia mahasahana :

- ny andraikity ny Tompom-pahefana ara-tseranan-tsambo, izay ahitàna :
 - ny fiarovana ny seranan-tsambo izay mahafehy indrindra ny fiarovana ny faritry ny seranana sy ny fiarovana ny fihariana ny seranan-tsambo.
 - ny fiadidiana sy ny fikojakojana ny faritry ny seranan-tsambo, ny fitaovam-piasana ara-tseranan-tsambo sy ny fanànan'ny seranan-tsambo, ary indrindra ny fanomezana fahazoan-dàlana haka toerana (autorisation d'occupation) ao amin'ny fari-panjakana ara-seranan-tsambo.
 - ny andraikity ny Tompom-pahefana , raha ny mikasika ny fanomezana sy ny fahazoan-dàlana (concessions et permissions) hiasa ao amin'ny seranan-tsambo.
- ny fanaraha-maso ny ati-rano sy ny fanatanterahana ny asa fangadiana ny aty rano any amin'ny faritry ny planin'ny ranon'ny seranan-tsambo.
- ny fanatanterahana ny asa fanitàrana, fanatsaràna, fanavaozana sy fanarenana ny fitaovam-piasana misy ao amin'ny fetran'ny faritry ny seranan-tsambo na ilaina amin'ny fampandehanana ny asa.

Andininy 8 . - Ny fiadidiana ny seranan-tsambo voasokajy ho an'ny tombon-tsoam-pirenena izay amarinin'ny fananany lanja, dia iantsorohan'ny saosiety izay ahitàna ny fahefam-panjakana - Fanjakana, Faritany Mizakatena sy ny rantsany, ho tompon'ny ampahany betsaka amin'ny renivola ampiasaina. Ireo seranan-tsambo ireo dia manana ny satany, ary antsoina hoe : “ seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena ”. Ny saosiety hiadidy ireo seranan-tsambo ireo dia antsoina hoe : “ saosiety ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatenan'i... ”. Izy ireo dia fehezin'ny zo ankapoben'ny saosietin'olona tsy fantatra anarana, raha tsy misy ny fepetra manokana apetrak'ity Lalàna ity sy ny Didim-panjakana fampiharana izany.

Ny Lohateny faha III amin'ity Lalàna ity dia mametra ny fomba fanorenana ary mamaritra ny andraikitra sy ny fepetra lehibe amin'ny firafitra ara-pitantàna sy ara-bolan'ireo saosietin' ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena.

Andininy 9 . - Ny fiadidiana ny seranan-tsambo voasokajy ho an'ny toambo-tsoam-pirenena, ankoatr'ireo seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena dia nafindra amin'ny Masoivoho ara-tseranan-tsambo, an-dranomasina sy an-dranomamy (A.P.M.F) izay tokony hamindra izany fahefana izany, ao anatin'ny fepetra izay voatanisa ao amin'ny LOHATENY faha V amin'ity Lalàna ity, amin'ny mpandraharaha tsy miankina manana fanomezan-dàlana ankapobeny (concessions globales) momba ny fiadidiana sy fihariana. Ireo seranan-tsambo ireo dia manana ny satany, ary antsoina hoe “ seranan-tsambo ho an'ny tombon-tsoam-paritany ”.

Andininy 10 . - Ny fiadidiana ireo seranan-tsambo voasokajy ho amin'ny tombon-tsoam-paritany dia nafindra amin'ny Faritany Mizakatena izay misy azy; tokony izy hamindra, ao anatin'ny fepetra izay voatanisa ao amin'ny LOHATENY faha V amin'ity Lalàna ity, izany fiadidiana izany amin'ny mpandraharaha tsy miankina

manana fanomezan-dàlana ankapobeny (concessions globales) momba ny fiadidiana sy fihariana Ireo seranan-tsambo ireo dia manana ny satany, ary antsoina hoe “ seranan-tsambo ho an'ny tombon-tsoam-paritany ”.

Andininy 11. - Eo amin'ny lafiny fanànan-tanim-panjakana, ny Saosietin'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena, any amin'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena, ny “A.P.M.F”, any amin'ny seranan-tsambo ho an'ny tombon-tsoam-pirenena tsy mizakatena ary ny Faritany Mizakatena , any amin'ny seranan-tsambo ho an'ny tombon-tsoam-paritany, dia manana ny zo sy ny andraikitra mitovy amin'ny an'ny Fanjakana.

Na izany aza anefa, ireo asa rehetra mitondra fanamboarana ao amin'ny fari-panjakana ny seranan-tsambo dia tsy maintsy ankatoavin'ny Masoivoho ara-tseranan-tsambo, an-dranomasina sy an-dranomamy (A.P.M.F) mialoha amin'ny fiatombohan'ny fanatanterahana azy.

Andininy 12. - Na dia eo aza ny lamina manokana voalazan'ny Didy Hintsivolana laharana faha 60-099 nahintsin'ny Didy Hintsivolana laharana faha 62-035 mandamina ny fananan-tanim-panjakana ary ao amin'ny Lalàna laharana faha 99-028 momba ny fanovana ny lalàna an-dranomasina (Code Maritime), ny fandikan-dalàna mikasika ny fiarovana ny fihariana ny seranan-tsambo izay voalazan'ny fepetra voafaritri'ny Didim-panjakana dia saziana handoa sazy mitetina 500 000 farantsa malagasy ka hatramin'ny 5 000 000 farantsa malagasy, ankoatra ny lany amin'ny fanarenana ny fahasimbàna novokarina.

Ny fandikan-dalàna dia raketin'ny tatitra ataon'ny manam-boninahitra an-tseranana izay mpiasan'ny fahefana miahy ny fiadidiana ny seranan-tsambo ary nahazo ny fankatoavan'ny “A.P.M.F” araka ny fepetra voafaritri'ny Didim-panjakana. Ireo fandikan-dalàna ireo dia andraikitrin' ny fahefana momba ny ady heloka madinika.

Andininy 13. - Ny fahefana miahy ny fiadidiana ny seranan-tsambo dia atrehina Vondrona Mpanolotsainan'ny Mpampiasa sy ny Mpandraharaha; Didim-panjakana no mametra ny fahefana sy ny fitsipika ankapobeny momba ny fanendrena ny mambra ao antin'ireo Vondrona ireo ary koa ny fampandehanan-draharaha.

Andininy 14. - Ny Fanjakana dia afaka mandray anjara amin'ny famatsiam-bola ny asa fanatsaràna sy fanitàrana ny fitaovam-piasana an-tseranana sy ny fidirana ao aminy any amin'ny seranan-tsambo malagasy rehetra. Ny Fanjakana no mamaritra ny fepetran'ireo famatsiam-bola sy ny fombafomba fampiharana ny fanatanterahana ireo asa ireo, ao anatin'izany raha misy ny fepetra manokana amin'ny fitsipika ao amin'ny andininy faha 7 momban'ny fampiharana ny fanatanterahana ireo asa ataon'ny Tompom-pahefana fiadidiana.

Etsy andanin'izany ny Masoivoho ara-tseranan-tsambo, an-dranomasina sy an-dranomamy “A.P.M.F” dia afaka mandray anjara amin'ny famatsiam-bola ny asa fanatsaràna sy fanitàrana ny fotodrafitr'asa an-tseranana sy ny fidirana ao amin'ny seranan-tsambo malagasy rehetra. Didim-panjakana no mametra ny fepetra ankapobeny mikasika ireo famatsiam-bola ireo sy ny fombafomba fampiharana ny fanatanterahana ireo asa ireo, ao anatin'izany raha misy ny fepetra

manokana amin'ny fitsipika ao amin'ny andininy faha 7 momban'ny fampiharana ny fanatanterahana ireo asa ataon'ny Tompom-pahefana fiadidiana.

TOKO IV FIHARIANA NY SERANAN-TSAMBO

Andininy 15. - Ny fihariana ny seranan-tsambo izay mahasahana ny ankabeazan'ny asa ara-indostria sy ara-barotra : fibatàna entana, fametrahana entana, famatorana sambo, fitarihana lalana, fitarihan-tsambo sy ny asa hafa atao ho an'ny mpampiasa ny seranan-tsambo dia sahanina saosiety mizaka zo tsy miankina, afa tsy ny filana misy antony manokana tsy maintsy atao.

Andininy 16. - Ny fihariana dia mitaky fahazoan-dàlana omena ireo saosiety ireo, ao anatin'ny fanajàna ny fepetra momba ny lalàna mifehy ny fiadidiana sy ny ny fampiasana ny farim-panjakana ary koa arak' izay voarakitr'ity lalàna ity sy ao amin'ny Didim-panjakana fampiharana azy.

Ireo fahazoan-dàlana ireo dia mety haka ny endriky ny :

- * fanomezan-dàlana (concessions) hisahana asam-panjakana ;
- *fahazoana alàlana (permissions) hisahana asa mahaleotena ho azy samirery.

Andininy 17. - Ny vola fandoa raisin'ny tompon'ny fanomezan-dàlana (titulaires de concession) amin'ny asam-panjakana ho tambin'ny asa ataony ho an'ny mpampiasa ny seranan-tsambo dia ankatoavin'ny fahefana mpanome, ao anatin'ny fanajàna ny fepetra 0voarakitra ao amin'ny Didim-panjakana fampiharana ity Lalàna ity.

Andininy 18. - Raha vao misy sata vaovao ampiharina amin'ny seranan-tsambo iray, ilay fahefana fiadidiana vaovao dia maka ny toeran'ilay teo aloha ny amin'ny “ concessions, permissions ary autorisations ” rehetra nomena sy natolotra tao amin'io seranan-tsambo io mandra-pahatongan'ny fetra mahalany andro azy ireo.

TOKO V FANDAMINANA ARA-BOLA

Andininy 19.- Ho sandan'ny asa izay atolony ny mpampiasa sy ny mpandraharaha ao an-tseranana, ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena ary ny tompon'ny fanomezan-dàlana ankapobeny (titulaires de concession globale) amin'ny fiadidiana sy ny fihariana izay namindrana ny fahefana miadidy ny seranan-tsambo tsy manana ny satan'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena, dia mandray ho tombotsoan'izy ireo ny haban-tseranana izay ahitana ny haba amin'ny seranan-tsambo sy habam-piantsonana, ary ny haba fandrotsaky ny tompon'ny “ concessions sy permissions ”.

Andininy 20.- Raha vao misy sata vaovao omena seranan-tsambo iray, ny haban-tseranana sy ny haba avy amin'ny “ concessions sy permissions ” nampiharina ny fahefana tompon'andraikitra ny fiadidiana ny seranan-tsambo izay soLoin'ny fahefana fiadidiana vaovao toerana dia raisin'ity farany ity mivantana.

Andininy 21.- Mba hitsinjovana ny firindràna eo amin'ireo seranana samihafa dia Didim-panjakana no amerana ny lalàna ankapobeny momba ny mari-pamerana ny vola fandoa amin'ny haban-tseranana .

LOHATENY III

SERANAN-TSAMBO MANANA FIADIDIANA MIZAKATENA

TOKO VOALOHANY

FAMORONANA NY SATAN'NY SERANAN-TSAMBO MANANA FIADIDIANA MIZAKATENA- NY ANDRAIKITRY NY SAOSIETY MIADIDY IREO SERAN-TSAMBO IREO.

Andininy 22- Ny satan'ny “ seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena ” dia omena amin'ny alàlan'ny Didim-panjakana.

Ireo saosiety miahy ny fiadidiana ireo seranan-tsambo ireo dia apetraka eo ambany fiantohana ara-teknikan'ny “A.P.M.F” miankina amin'ny Ministera miandraikitra ny seranan-tsambo.

Andininy 23.- Ny saosietin'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena dia miantsoroka, ao anatin'ny faritry ny seranan-tsambo, ary araka ny fepetra voalaza eto ambany, ireo andraikitra voalaza ao amin'ny andininy faha-7 amin'ity Lalàna ity. Afaka ampiandraiketina ny fihariana, ny fikojakojana sy ny fanatsaràna ny toeran'ny fitaovam-pamantàrana an-dranomasina mamaritra ny fitaovam-piasana an-tseranan-tsambo sy ny fidirana ao aminy koa izy.

Afaka omena alàlana izy, eo amin'ny sehatry ny lalàna manan-kery, hanorina na handray anjara amin'ny fanorenana sy ny fanajariana ny faritra ara-indostria sy fitehirizana ivelan'ny faritry ny seranan-tsambo.

Andininy 24.- Ny faritry ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena na ny fitambarana seranan-tsambo dia raketina ao amin'ny Didim-panjakana manome an'io seranan-tsambo io ny satan'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena. Io Didim-panjakana io ihany no mamaritra ny isan'ny fanàna sy ny fitaovam-piasana nomena ilay saosiety ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena, anisan'izany ireo momba ny fanàna manokana an'ny Fanjakana, ary koa ny lisitry ny toeran'ny fitaovam-pamantàrana an-dranomasina mamaritra ny fitaovam-piasan'ny seran-tsambo sy ny fidirana ao aminy.

Andininy 25.- Ny saosietin'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena dia afaka koa anankinan'ny “A.P.M.F”. asa fanampiny. Ny fepetra anatanterahana ny fanankinana asa fanampiny aminy toy izany no anton'ny fifanarahana eo amin'io saosiety io sy ny A.P.M.F. Ny vola lany vokatr'ireo asa fanampiny ireo dia oneran'ny A.P.M.F. manontolo amin'io saosiety io.

Andininy 26.- Ny saosietin'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena dia maka ny toeran'ny Fanjakana eo amin'ny andraikitra, ny fanavaozana na ny fanamboarana ny “ concessions, permissions sy autorisations ” hampiasa mandritra

ny fotoana voafetra ny tanim-panjakana miankina amin'ny Fanjakana ary koa ao amin'ny fankatoavana sy ny famerana ny haba sy ny vola fandoa farany ambony ampiharina ireo “ concessionnaires ”, ao anatin'ny fankatoavana ny fitsipi-dalànan'ny vidin-javatra izay mety ampiharina ary koa ao anatin'ny lalàna ankapobeny momba ny mari-pamerana ny vola fandoa amin'ny haban-tseranana voafaritry ny Didim-panjakana voalaza ao amin'ny andininy faha 21

Andininy 27.- Rehefa nomena ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena ny seranan-tsambo manana fiadidiana tsy mahazaka tena, ireo tany malalaka, ny fiantsonana, ny fefiloha, ny farin-drano, ny lalam-by ampiasain'ny seranan-tsambo ary amin'ny ankapobeny, ireo fananana rehetra miorina amin'ny tanim-panjakana miankina amin'ny Fanjakana eo amin'ny fotoanan'ny fifanoloan-toerana na naorin'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena taty aoriana sy afindra na tokony afindra amin'ny fihariana ny seranan-tsambo ao anatin'ny faritra voalaza araka ny andininy faha-24 etsy ambony, dia mitàna ny toetra maha fanànam-panjakana an'ny Fanjakana azy: ny fiadidiana io tanim-panjakana miankina amin'ny Fanjakana io dia iandraiketany seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena ao anatin'ny fankatoavana ny fepetra voalaza ao amin'ny LOHATENY II amin'ity Lalàna ity.

Ankoatr'izany, izay mety ho fanovàna ny toeram-pamantarana an-dranomasina dia manaraka ny fitsipiky ny toro-làlana momba ny fitondran-tsambo izay voafaritry ny lalàna manankery.

Andininy 28.- Araka ny famindràna voalazan'ny andininy faha 26 sy 27 etsy ambony dia ilay sosyety manana fiadidiana mizakatena no misolo manontolo ny Fanjakana amin'ny zony rehetra, tobo-tsoa sy adidy mifandraika amin'ny fiadidiana ny fanàna ary ny sehatr'asa nafindra.

Ny famindràna ny fanàna ho amin'ny saosyety manana fiadidiana mizakatena dia tsy misy fanerena mihintsy an'io saosyety io.

TOKO II RAFITRA ARA-PITANTANANA

Andininy 29. - Ny rafitra ara-pitantàna ampiharina amin'ny saosyety manana fiadidiana mizakatena iray dia raketin'ny satany.

Andininy 30. - Ny saosyety ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena dia manana safidy malalaka amin'ny fandraisana ny olona hiasa ao aminy.

Ny mpiasan'io saosyety io dia fehezin'ny lalànan'ny zo iombonana ao amin'ny Fehezan-dalànan'ny Asa.

Ny mpiasa miondrana ambonin'ny sambon'io saosyety io kosa, dia fehezin'ny fitsipika manokan'ny asa an-dranomasina araka ny voafaritry ny Fehezan-dàlana momba ny fifamoivoizana an-dranomasina.

TOKO III

FANDAMINANA ARA-BOLA

Andininy 31. - Ny fandaminana ara-bola fampihatra amin'ny saosietin'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena iray dia faritan'ny satany.

Andininy 32. - Ny saosietin'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena dia manana fahazakan-tena ara-piadidiana lehibe. Izy ihany no mametra ny vola fandoa ao anatin'ny fankatoavana ny fitsipi-dalànan'ny vidin-javatra izay mety hampiharina ary koa ny lalàna ankapobeny momba ny mari-pamerana ny vola fandoa amin'ny haban-tseranana voafaritra ny Didim-panjakana voalaza ao amin'ny andininy faha 21.

Ny saosietin'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena dia mampahafantatra ny APMF izay rehetra mety ho fanintsiana ny vola fandoa. Dia ampitainy any amin'ny "A.P.M.F" koa ny antontan'isa ara-tseranana amin'ny endrika sy ny fotoana fanomezana azy takian'ity farany ity, mba hahafahan'ny "A.P.M.F" miantoka ny andraikiny amin'ny fanaraha-maso ny asan-tseranan-tsambo.

Andininy 33. - Mba hahafahana miantoka ny fizakan-tenany tanteraka ara-bola, ny saosietin'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena dia tokony hanoratra mialoha ao anatin'ny sora-bolany ny ankabehazan'ny vola miasa, ny rafi-drafitr'asa anatin'ny ivelany, izay nankinina taminy ho fampiharana ny andininy faha 24. Ny fepetra fanatanterahana ny fanatontosana ireo fandoavana tsikelikely ny renivola ireo dia faritan'ny Didim-panjakana. Ny vola fandoa ampiharina amin'ny saosietin'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena dia ahitana taratra ny ankabeazan'ny vola lany nozakain'izy ireo, anisan'izany ny vola fandoa tsikelikely sy ny vatsy ho an'ny fanavaozana .

Andininy 34. - Ny saosiety tsirairay manana fiadidiana mizakatena dia mandrotsaka ao amin'ny teti-bolan'ny "A.P.M.F" haba isan-taona mifandraika amin'ny valin'ny fametrahana ny Fanjakana ny fari-panjakana ara-tseranana sy ny rafi-drafitr'asa ara-tseranana ary koa ny fandraisany anjara amin'ny fampandehanan-draharaha sy ny fanatsaràna ny tontolon'ny sehatry ny seranan-tsambo sy ny fitaterana andranomasina. Ny fomba famerana io haba io dia raketin'ny Didim-panjakana.

TOKO IV FANDAMINANA SAMIHAFANA

Andininy 35. - Ny fikambanana mety hisy amin'ny seranan-tsambo iray manana fiadidiana mizakatena miaraka amin'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena iray na maromaro hafa na ny fifamatorana seranan-tsambo manana fiadidiana tsy mahazaka tena iray na maromaro amin'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena efa misy, dia havoaka amin'ny Didim-panjakana.

Ny lalànan'ny fampandehanan-draharaha sy ny fitantananana ny saosietin'ireo seranan-tsambo nakambana na nampifandraisina ireo dia raketin'io Didim-panjakana io ihany.

Andininy 36. - Ny satan'ny fizakan-tena napetraka ao anatin'ny seranan-tsambo iray manana fiadidiana mizakatena dia azo foanana amin'ny Didim-panjakana avoaka araka ny fomba mitovy amin'ny Didim-panjakana nanorina azy voalaza ao

amin'ny andininy faha 23.

Ny fomba fandravàna na fanafoanana saosietin'ny seranan-tsambo iray manana fiadidiana mizakatena dia faritan'ny satany.

Andininy 37. - Didim-panjakana no mamaritra ny sata fenitra izay tsy maintsy arahin'ny satan'ny saosiety manana fiadidiana mizakatena tsirairay.

LOHATENY IV SERANAN-TSAMBO HO AN'NY TOMBON-TSOAM-PARITANY

TOKO VOALOHANY FANORENANA NY SATAN'NY SERANAN-TSAMBO HO AN'NY TOMBON-TSOAM-PARITANY. FAHEFAN'NY FARITANY MIZAKATENA AO ANATIN'IRENY SERANAN-TSAMBO IRENY

Andininy 38. - Ny satan'ny “seranan-tsambo ho an'ny tombon-tsoam-paritany” dia raketin'ny Didim-panjakana.

Andininy 39. - Ny fizaran-tanin'ny seranan-tsambo tsirairay ho an'ny tombon-tsoam-paritany dia raketina ao amin'ny Didim-panjakana manome an'io seranan-tsambo io ny satan'ny seranan-tsambo ho an'ny tombon-tsoam-paritany. Io Didim-panjakana io koa no mamaritra mazava ny fanàhana sy ny fitaovam-piasana nomena ny Faritany Mizakatena anisan'izany ny avy amin'ireo faritra manokan'ny Fanjakana.

Andininy 40. - Ao anatin'ny seranan-tsambo ho an'ny tombon-tsoam-paritany iandraiketany, ny Faritany Mizakatena dia misolo ny teorany Fanjakana eo amin'ny fanomezana, ny fanavaozana na ny fanamboarana ny “concessions, ny permissions sy ny autorisations” hampiasa ny faritry ny tanim-panjakana mandritra ny fotoana voafetra ary koa amin'ny fankatoavana ny vola fandoa ambony indrindra ampihariny “cessionnaires”.

Andininy 41. - Rehefa nomena ny seranan-tsambo iray ny satan'ny seranan-tsambo ho an'ny tombon-tsoam-paritany, ny tany malalaka, ny fiantsonana, ny fehiloha, ny fari-drano, ny lalàm-by ampiasain'ny seranan-tsambo ary, amin'ny ankapobeny, ireo trano rehetra miorina eo amin'ny tanim-panjakana miankina amin'ny Fanjakana izay misy eo amin'ny fotoanan'ny fifanoloan-toerana na naorin'ny Faritany Mizakatena taty aoriana sy afindra na tokony hafindra ho amin'ny fihariana ny seranan-tsambo ao anatin'ny fizaran-tany voalaza araka ny andininy faha 39 etsy ambony, dia mitàna ny toetra maha fanànam-panjakana an'ny Fanjakana azy; ny fiadidiana io tanim-panjakana an'ny Fanjakana io dia iandraiketan'ny Faritany Mizakatena ao anatin'ny fankatoavana ny fepetra napetraky ny LOHATENY faha II amin'ity Lalàna ity ary ao anatin'ny faritrin'ny fizakantena izay nomena azy araka ny Lalàm-panorenana sy ny lalàna mikasika ny Faritany Mizakatena.

Andininy 42.- Araka ny famindràna voalazan'ny andininy faha-41 sy 42 etsy ambony dia ny Faritany Mizakatena no misolo ny Fanjakana amin'ny zony rehetra, ny tombon-tsoany sy ny adidiny rehetra nifandraika amin'ny fiadidiana ny fànanana sy ny amin'ny asa nafindra.

TOKO II RAFITRA ARA-PITANTANANA

Andininy 43.- Ny Faritany Mizakatena dia miadidy ny seranan-tsambo manana tombon-tsoam-paritany izay iandraiketany ao anatin'ny fanajàna ny lamin'ity Lalàna ity sy ny lamina fanaovan-dalàna mihatra aminy.

Andininy 44.- Ny Faritany Mizakatena dia mampahafantatra ny APMF izay rehetra mety ho fanintsiana ny vola fandoa izay ampiharina any amin'ny seranan-tsambo ho an'ny tombon-tsoam-paritany iandraiketany. Dia ampitainy any amin'ny APMF koa ny antontan'isa ara-tseranana an'ireo seranan-tsambo ho an'ny tombon-tsoam-paritany iandraiketany amin'ny endrika takian'ny APMF, mba hahafahany miantoka ny andraikiny amin'ny fanaraha-maso ny asan-tseranan-tsambo.

TOKO III FEPETRA SAMIHABA

Andininy 45.- Ny satan'ny seranan-tsambo ho an'ny tombon-tsoam-paritany dia afaka foanana sy soLoina iray hafa amin'ny sata voalazan'ny LOHATENY faha II etsy ambony amin'ny alàlan'ny Didim-panjakana avoaka amin'ny fomba mitovy amin'ny Didim-panjakana mamorina ny satan'ny seran-tsambo ho an'ny tombon-tsoam-paritany voalaza ao amin'ny andininy faha 40 etsy ambony.

LOHATENY V FANOMEZAN-DALANA ANKAPOBENY AVY AMIN'NY FANJAKANA HO AN'NY FIADIDIANA SY NY FIHARIANA

Andininy 46.- Ny Masoivoho ara-tseranan-tsambo, an-dranomasina sy an-dranomamy (APMF) sy ny faritany mizakatena dia afaka manankina amin'ny alàlan'ny fifanarahana ny fiadidiana sy ny fihariana ny seranan-tsambo eo ambany fiadidiany amin'ny saosiety manana fahazoan-dàlana ankapobeny avy amin'ny fanjakana (société titulaire de concession globale) amin'ny fiadidiana sy ny fihariana izay miantsooka :

* ny andraikity ny Tompom-pahefàna araka ny heviny ao amin'ny andininy faha 7 amin'ity Lalàna ity;

* ny asa ara-pihariana araka ny heviny ao amin'ny andininy faha 15 amin'ity Lalàna ity.

Ny Tompon'ny fahazoan-dàlana ankapobeny avy amin'ny Fanjakana (titulaire de concession globale) amin'ny fiadidiana sy ny fihariana dia afaka ihany koa anankinana ny fanatanterahana ny asa fangadiana ny aty rano sy ny fitaovana.

Ny saosietin'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena dia afaka ihany koa manankina ny fiadidiana sy ny fihariana ireo toerana ara-tseranan-tsambo madinika iandraiketany amin'ny saosiety manana fanomezan-dàlana ankapobeny iray “titulaires d'une concession globale” amin'ny fiadidiana sy ny fihariana. Raisina ho toerana ara-tseranan-tsambo madinika, araka ity andininy ity, ny fitaovam-piasana an-tseranana ka ny asany dia voafatotra tsy azo sarahina amin'ny an'ny seranan-tsambo manana fiadidiana mizakatena ary tafiditra ao

anatin'ny fizaran-taniny, na mifandray aminy izany na tsia.

Andininy 47.- Ny fepetra mihatra amin'ny fanomezan-dàlana ankapobeny ho an'ny fiadidiana sy ny fihariana dia faritana amin'ny Didim-panjakana. Ny boky filazana andraikitra tovànana amin'ny fifanarahana fanomezan-dàlana avy amin'ny fanjakana no mamaritra avy ny haba sy andraikitra ho an'ny “cessionnaire” sy ny fahefana mpanome fanomezan-dàlana.

Raha tsy antony manokana voamarina ara-dalàna ary ankatoavin'ny Ministra miahy ny seranan-tsambo amin'ny Didim-pitondrana araka ny tolo-kevitra ny Filankevim-pitantanan'ny Masoivoho ara-tseranan-tsambo, an-dranomasina sy an-dranomamy (APMF), ny fanomezan-dàlana ankapobeny avy amin'ny fanjakana ho an'ny fiadidiana sy ny fihariana dia omena aorian'ny fombafomba mangaraharan'ny fiantsoana amin'ny fifaninanana.

Andininy 48.- Ireo fanomezana-dàlana ankapobeny (concessions globales) avy amin'ny fanjakana ho an'ny fiadidiana sy ny fihariana dia afaka maminavina mialoha na tsia ny famoronan'ny “cessionnaire” rafi-drafit'asa sy fananana hafa toy ny trano eo amin'ny faritra ny seranan-tsambo. Amin'izany ary indrindra ny maha an'ny tanim-panjakana an'ny Fanjakana ny tany nanorenana ireo, ny “cessionnaire” dia omena alàlana haminavina mialoha ao anatin'ny sora-bolany ny fandoavana tsikelikely ny renivola mifandraika amin'izany ary koa ny vatsy ho an'ny fanavaozana ireo rafi-drafit'asa sy fananana hafa toy ny trano. Afaka maminavina mialoha ny famerana ny fampiasan'ny sarababem-bahoaka ny fitaovam-piasana naorin'ny “cessionnaire” izy ireo.

Andininy 49.- Ny vola fandoa voarain'ny manana fanomezan-dàlana ankapobeny avy amin'ny fanjakana (titulaires de concession globale) ho an'ny fiadidiana sy fihariana ho sandan'ny asa ataony ho an'ny mpampiasa ny seran-tsambo dia ankatoavin'ny fahefana mpanome ao anatin'ny fanajàna ny fepetra voavinavina ao amin'ny andininy faha 17 sy 21 amin'ity Lalàna ity.

LOHATENY VI NY MOMBA NY FIAROVANA NY TONTOLO IAINANA

Andininy 50.- Izay volavola fampiasam-bola ara-tseranan-tsambo rehetra momba ny asa fanorenana, fanavaozana na ilaina amin'ny findramana akora dia hanaovana fandinihana ny fiatraikany eo amin'ny tontolo iainana. Araka ny lalàna manan-kery dia tsy maintsy manaraka ny fepetra sy ny fombafomba voafaritry, indrindra ao amin'ny Didim-panjakana laharana faha 99-954 tamin'ny 15 desambra 1999 momba ny fanoratana ny vola miditra sy mivoaka izay ampiasaina amin'ny fiarovana ny tontolo iainana.

LOHATENY VII FEPETRA VONJIMAIKA

Andininy 51.- Ho an'ny seranan-tsambo manana satan'ny fizakantena talohan'ny famoahana ity Lalàna ity hafa noho izay voalaza ao amin'ny LOHATENY faha III etsy ambony, ny fanovàna ny sata fizakantena vaovao voalaza anatin'ity Lalàna ity ho amin'ny sata misy dia apetraky ny Didim-panjakana.

Andininy 52.- Mandritra ny vanim-potoana vonjimaika izay dimy taona aorian'ny daty famoahana ity Lalàna ity fara-fahabetsany ny faharetany, ary avy amin'ny fanapahan-kevitra ny Ministra miandraikitra ny seranan-tsambo araka ny tolo-kevitra ny "A.P.M.F"; ity farany ity dia afaka misahana mivantana ny andraikitra ny fahefana ara-tseranan-tsambo sy ny asa hafa momba ny fiadidiana ao anatin'ny seranan-tsambo ho an'ny tombon-tsoam-paritany tsy mizakatena

Mandritra io vanim-potoana vonjimaika io, ny haban-tseranana voalazan'ny andininy faha 19 etsy ambony dia raisin'ny Masoivoho ara-seranan-tsambo, an-dRanomasina sy an-dRanomamy (A.P.M.F) any amin'ny seranan-tsambo izay iantsorohany ny fiadidiana azy mivantana.

Andininy 53.- Mandritra ny vanim-potoana vonjimaika izay dimy taona aorian'ny daty famoahana ity Lalàna ity fara-fahabetsany ny faharetany, ary avy amin'ny fanapahan-kevitra ny Minisitry miandraikitra ny seranan-tsambo araka ny tolo-kevitra ny Faritany Mizakatena, aorian'ny hevitra ny Masoivoho ara-seranan-tsambo, an-dRanomasina sy an-dRanomamy (A.P.M.F), ny Faritany Mizakatena dia afaka misahana mivantana ny andraikitra ny fahefana ara-tseranan-tsambo sy ny asa hafa rehetra momba ny fiadidiana ao anatin'ny seranan-tsambo ho an'ny tombotsoam-paritany izay nankinina aminy.

Mandritra ny vanim-potoana vonjimaika, ny haban-tseranana voalaza ao amin'ny andininy faha 19 etsy ambony dia raisin'ny Faritany Mizakatena any amin'ny seranan-tsambo izay iantsorohany ny fiadidiana azy mivantana.

LOHATENY VIII FEPETRA FARANY

Andininy 54.- Didim-panjakana no mamaritra amin'ny ilàna izany ny fombafomba fampiharana ity Lalàna ity.

Andininy 55.- Foana ary dia foanana ny fepetra rehetra nifanohitra amin'ity Lalàna ity, indrindra ireo ao amin'ny Lalàna laharana faha 67-025 tamin'ny 18 desambra 1967 manorina ny " Budget Annexe des Ports " ary koa ny Lalàna laharana faha 70-008 tamin'ny 15 jolay 1970 mikasika ny seranan-tsambo mizakatena.

Andininy 56 - Ity Lalàna ity dia havoaka amin'ny Gazetim-panjakanan'ny Repoblika. Ho tanterahina izany fa Lalàm-panjakana izy.

Antananarivo, faha-01 aogositra 2003

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA,

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERANDOHOLONA

LAHINIRIKO Jean

RAJEMISON RAKOTOMAHARO

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE PRESIDENT

à

**Monsieur LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR
ANTANANARIVO**

N° _____ -AN/Q2/SG/DL.4

ANTANANARIVO, LE

Monsieur le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

En vue de l'application des dispositions de l'article 57 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous transmettre, aux fins de promulgation, un exemplaire de :

la Loi n° 2003-025 portant Statuts des Ports,

que l'Assemblée nationale et le Sénat ont adoptée successivement, lors des séances plénières en date du 1^{er} août 2003 en vertu de l'article 86 alinéa 2 de la Constitution.

Veillez recevoir, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

LAHINIRIKO Jean

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE PRESIDENT

à

Monsieur LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT

ANTANANARIVO

N° _____ -AN/Q2/SG/DL.4

ANTANANARIVO, LE

Monsieur le PREMIER MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, un exemplaire de :

la Loi n° 2003-025 portant Statuts des Ports,

que l'Assemblée nationale et le Sénat ont adoptée successivement, lors des séances plénières en date du 1^{er} août 2003 en vertu de l'article 86 alinéa 2 de la Constitution.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

LAHINIRIKO Jean

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE PRESIDENT

à

Monsieur LE PRESIDENT DE LA HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE

ANTANANARIVO

N° _____ -AN/Q2/SG/DL.4

ANTANANARIVO, le

Monsieur le PRESIDENT,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, pour information,
un exemplaire de :

la Loi n° 2003-025 portant Statuts des Ports,

**que l'Assemblée nationale et le Sénat ont adoptée successivement,
lors des séances plénières en date du 1^{er} août 2003, en vertu de
l'article 86 alinéa 2 de la Constitution.**

**Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma
considération distinguée.**

LAHINIRIKO Jean

REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE SECRETAIRE GENERAL

à

MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DE
LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

-ANTANANARIVO-

N° _____-AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Loi n° 2003-025 portant Statuts des Ports.....	31 ex	"En vue des formalités de promulgation prévues par l'article 57 de la Constitution"

REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE SECRETAIRE GENERAL

à

MONSIEUR LE GREFFIER EN CHEF DE
LA HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE

-ANTANANARIVO-

N° _____-AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Loi n° 2003-025 portant Statuts des Ports.....	02 ex	"Pour information"

REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE SECRETAIRE GENERAL

à

MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL
DU GOUVERNEMENT

ANTANANARIVO

N° _____-AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Loi n° 2003-025 portant Statuts des Ports.....	25 ex	"Pour information"

REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE SECRETAIRE GENERAL

à

MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL
DU SENAT

ANTANANARIVO

N° _____-AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Loi n° 2003-025 portant Statuts des Ports.....	02 ex	"Pour information"

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

Le Président

à

Monsieur le Président du Sénat
ANTANANARIVO

N° ____ - AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

Monsieur le Président,

En application des dispositions de l'article 86 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous transmettre, aux fins d'examen, un exemplaire de :

la Loi n° 2003-025 portant Statuts des Ports,

que l'Assemblée nationale a adoptée en sa séance plénière du 1^{er} Aout 2003, en application des dispositions de l'article 52, alinéa 1 de son Règlement Intérieur .

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

**Pour le PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE
NATIONALE
par autorisation
LE VICE PRESIDENT**

RAKOTOARIVELO Mamy

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

Le SECRETAIRE GENERAL

à

MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DU SENAT

-ANTANANARIVO-

N° _____ -AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Loi n° 2003-025 portant Statuts des Ports	100 ex	« Aux fins d'examen »